

N°105/CA du Répertoire

N°S 2015-61/CA3

2015-54/CA1 du Greffe

Arrêt du 30 août 2017

**AFFAIRE :**

**CENTRE DE RECHERCHE ET DE  
DOCUMENTATION JURIDIQUE  
« LE BON REFLEXE »**

**C/**

**MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU  
COMMERCE, DES PETITES ET  
MOYENNES ENTREPRISES  
(MICPME)**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu les requêtes en dates du 05 et du 06 mars 2015, enregistrées au greffe de la Cour, respectivement, sous les numéros 0202/GCS et 0221/GCS le 09 mars 2015, par lesquelles LIASSIDJI Yaovi Bob-Marley exerçant sous l'enseigne « LE BON REFLEXE », ayant pour conseil, maître Paul KATO ATITA, avocat à la Cour, a saisi la Haute Juridiction, d'un premier recours pour excès de pouvoir tendant à voir annuler l'arrêté n°114/MICPME/DC/SG/DGCI/SA du 08 décembre 2014 du Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises portant organisation des élections complémentaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) et d'un second recours aux fins de sursis à exécution de l'acte attaqué ;

Vu le paiement légal de la consignation constaté par reçus n°s 4785 et 4786 du 09 mars 2015 ;

Vu le mémoire ampliatif de maître Paul KATO ATITA, conseil du requérant, transmis par lettre REF : 0090/PKA/AA/15 du 29 avril 2015, enregistrée au greffe de la Cour sous le n° 0383/GCS le même jour ;

Vu les observations du Ministre de l'Industrie et du Commerce, transmises par lettre n° 222/MICPME/ DC/SGM /CTJ/ SA du 24 août 2015 et enregistrée au greffe de la Cour sous le n°0736/GCS, le 28 août 2015 ;

Vu le mémoire de maître Macaire ADOSSOU, constitué aux intérêts du Centre « LE BON REFLEXE », en réplique aux observations du Ministre en charge du Commerce ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

*ref / 330*

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédures civile, commerciale, administrative, sociale et des comptes ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller **Etienne S. AHOANKA**, en son rapport ;

Ouï l'avocat général **Nicolas P. BIAO**, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant, à l'appui de son recours expose :

Que le 05 janvier 2014 a eu lieu, sur toute l'étendue du territoire national, les élections des membres de l'Assemblée Consulaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin ;

Qu'à l'issue desdites élections, il a été constaté que sur les 99 sièges prévus par les statuts de l'institution consulaire, seuls 84 ont été pourvus, 15 sièges vacants sont restés pour cause d'inéligibilité de certains candidats dont les dossiers ont été rejetés par la Commission Electorale Consulaire de ladite Chambre ;

Que le 25 janvier 2014, le Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises a, en dépit de ce constat, installé les élus dans leurs fonctions de membres de l'Assemblée Consulaire de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Bénin ;

Que cette installation a permis de procéder à l'élection des membres du bureau exécutif de l'Assemblée Consulaire et ceux des bureaux des représentations régionales ;

Que le 08 décembre 2014, le Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises a pris l'arrêté année 2014 N°114/MICPME/DC/SG/DGCI/SA portant nomination des membres de la Coordination Nationale de la Commission Electorale Consulaire pour l'élection complémentaire des membres de l'Assemblée Consulaire ;

Qu'à ce stade, le requérant a saisi le Ministre, auteur de l'acte, d'un recours gracieux reçu à son secrétariat le 24 février 2015 appuyé par un envoi le même jour par voie

107 0530



postale avec accusé de réception, tendant à voir rapporter ledit arrêté ;

Qu'il saisit, en raison de l'urgence, la Chambre administrative de la Cour suprême d'un recours pour excès de pouvoir daté du 05 mars 2015 reçu au greffe de la Cour le même jour, accompagné d'une requête aux fins d'obtenir le sursis à statuer en date du 06 mars 2015 et reçu au greffe le 09 mars 2015 ;

Qu'il a, en outre, saisi la Cour d'une demande aux fins d'abréviation de délais ;

### **EN LA FORME**

#### **Sur la jonction**

Considérant que le conseil du requérant fait remarquer que les deux dossiers objet des procédures n°2015-61/CA3 et 2015-54/CA1 visent le même objet ;

Considérant qu'il y a lieu, dans ces conditions et pour une bonne administration de les joindre pour être statué par une même décision

#### **Sur la recevabilité**

Considérant que le Ministre en charge du commerce conclut :

1- à l'irrecevabilité du recours pour défaut de qualité et d'intérêt à agir ;

2- qu'à l'appui de l'exception, il soutient que le requérant ne figure sur aucune des listes électorales et de candidatures publiées ;

Qu'en conséquence, le requérant n'a ni qualité ni intérêt à saisir la Haute Juridiction ;

3- Considérant que le requérant par l'organe de son conseil maître Macaire ADOSSOU soutient à son tour qu'il a introduit un recours aux fins de voir annuler l'arrêté année 2014 N°114/MICPME/DC/SG/DGCI/SA portant nomination des membres de la Coordination Nationale de la Commission Electorale Consulaire pour l'élection complémentaire des membres de l'Assemblée Consulaire;

Que c'est à tort que le Ministre en charge du commerce tente de soutenir qu'il n'a ni qualité, ni intérêt à introduire la présente demande ;

*FD 530*

Qu'il est béninois, opérateur économique exerçant ses activités sur le territoire national, qu'il a bel et bien qualité et intérêt à demander l'annulation d'un texte qui viole les statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin ;

Considérant que le requérant, en demandant l'annulation de l'arrêté qui nomme les membres de l'organe d'organisation de l'élection complémentaire des membres de l'Assemblée Consulaire, conteste en réalité ladite élection ;

Considérant que l'article 106 du décret n°2012-486 du 06 décembre 2012 portant approbation des statuts de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Bénin dispose « *Dans les quinze (15) jours de la proclamation des résultats, les contestations relatives à la régularité, à la sincérité des élections et à la validité des résultats sont portées par requête devant le Ministre en Charge du Commerce, par tout électeur ou candidat de la circonscription électorale régionale qui peut justifier d'un intérêt à agir...* » ;

Que l'article 81 dudit décret prescrit que « *Nul ne peut voter s'il n'est inscrit sur la liste électorale publiée par les commissions de recensement des électeurs et d'établissement des listes électorales à moins qu'il ne soit porteur d'une décision rendue par la juridiction compétente prescrivant son inscription sur cette liste.* » ;

Considérant que de ce qui précède, ne peut contester la régularité de l'élection complémentaire des membres de l'Assemblée Consulaire, que les électeurs ou les candidats, notamment les opérateurs économiques régulièrement inscrits sur la liste électorale, publiée par les commissions de recensement des électeurs et d'établissement des listes électorales ou bénéficiaires d'une décision rendue par la Juridiction compétente prescrivant son inscription sur cette liste ;

Que dans le cas d'espèce, le requérant ne rapporte pas la preuve de son inscription sur une liste électorale ou d'une décision prescrivant son inscription sur ladite liste ;

Qu'il y a lieu, par conséquent, de déclarer le présent recours irrecevable pour défaut de qualité et d'intérêt à agir ;

#### **PAR CES MOTIFS,**

#### **DECIDE :**

**Article 1** : Il est ordonné la jonction des procédures 2015-54/CA1 et 2015-61/CA3.

*27 d 530*

**Article 2 :** Le recours en date du 05 mars 2015 de LIASSIDJI Yaovi Bob-Marley ayant pour conseil, maître Paul KATO ATITA, tendant à voir annuler l'arrêté N°114/MICPME/DC/SG/DGCI/SA du 08 décembre 2014 du Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises portant organisation des élections complémentaires de la CCIB est irrecevable.

**Article 3 :** Il n'y a plus lieu à statuer sur la demande de sursis à exécution objet du recours de LIASSIDJI Yaovi Bob-Marley en date du 6 mars 2015.

**Article 4 :** Les frais sont mis à la charge du requérant

**Article 5 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre administrative) composée de :

**Etienne FIFATIN**, conseiller à la Chambre administrative,

**PRESIDENT ;**

**Isabelle SAGBOHAN**

**Et**

**Etienne S. AHOUEANKA**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du mercredi trente août deux mille dix-sept, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Nicolas P. BIAO, Avocat général,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

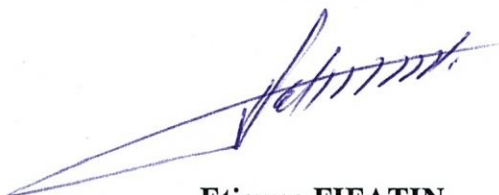
**Osséni SEIDOU BAGUIRI,**

**GREFFIER ;**

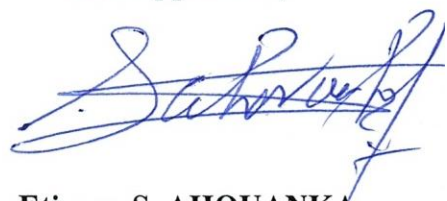
Et ont signé :

Le Président,

Le Rapporteur,

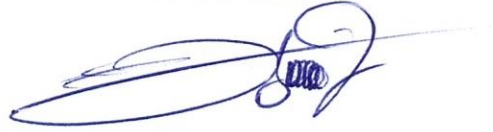


**Etienne FIFATIN**



**Etienne S. AHOUEANKA**

Le Greffier,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, sweeping loop on the left and a more complex, scribbled structure on the right.

**Osséni SEIDOU BAGUIRI**